

HÔPITAL. Mutilations sexuelles : une équipe créée pour réparer, physiquement et psychologiquement

Afin de répondre aux demandes de patientes ayant été victimes de mutilations sexuelles, une équipe dédiée vient d'être mise sur pied à l'hôpital d'Évreux. Une gynécologue, une sage-femme et une psychologue reçoivent une fois par mois.

Les statistiques officielles ne sont pas très précises : en 2004, l'Institut national d'études démographiques donnait une estimation de 53 000 femmes adultes ayant subi des mutilations sexuelles vivant en France, dans une fourchette comprise entre 42 000 et 61 000 personnes. Ces chiffres seraient bien plus importants aujourd'hui, au gré des migrations. Un article paru dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* avance ainsi une autre estimation, plus glaçante, de 125 000 femmes adultes mutilées présentes sur notre territoire dans les années 2010, et de très nombreuses filles et fillettes menacées de l'être.

Pratiques courantes dans certains pays africains, ainsi qu'au Yémen, en Irak, à Oman, en Malaisie et en Indonésie, les mutilations sexuelles désignent, selon l'OMS, « toutes les interventions aboutissant à une ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme et/ou toute autre mutilation des organes génitaux féminins pratiqués à des fins non thérapeutiques ». L'excision, bien sûr, mais également l'infibulation (suture de la vulve) peuvent avoir des conséquences sur la santé — physique et mentale — des jeunes filles ou des femmes, lors des accouchements, des rapports sexuels (douleurs et/ou absence de plaisir).

Des rendez-vous pleins sur trois mois

Au Centre hospitalier Eure-Seine, trois professionnelles ont souhaité prendre ce dossier à bras-le-corps. Sous l'impulsion du Dr Hélène Muszynski, gynécologue, une équipe pluridisciplinaire a été montée avec la sage-femme Prudence Notue Mambo et la psychologue Sonia Radovic. « Ça me trottait dans la tête depuis longtemps. Localement, il y avait très peu d'offres, une équipe au CHU de Rouen qui n'existe plus et une équipe très investie au Havre, mais rien dans l'Eure. Des patientes nous

demandaient, mais on était démunies », rappelle Hélène Muszynski. Les trois professionnelles ont démarré la prise en charge des femmes victimes de mutilations sexuelles en janvier, après avoir été formées à Montreuil, au sein d'une unité créée par une amie du Dr Muszynski.

Proposées une fois par mois à l'hôpital d'Évreux, les consultations sont déjà remplies pour les trois prochains mois, signe que la demande est là. Les trois agents du CHES rencontrent régulièrement des femmes victimes. « J'ai regardé tous les dossiers de la maternité de Vernon : 1,5 % des femmes accouchées étaient excisées. Certaines n'en souffrent pas, d'autres oui, mais sont démunies. Il faut briser le tabou, en discuter, leur dire qu'elles ne sont pas seules », poursuit Hélène Muszynski.

La démarche doit venir de la patiente

Les parcours de ces femmes sont différents, leur prise en charge le sera aussi. « Elles vont nous voir toutes les trois, on va travailler avec elles. Au final, il n'y aura pas toujours une réparation, mais même pour celles qui le vivent bien, l'objectif est d'informer. Le problème de ces pratiques est qu'elles se perpétuent, souvent à cause d'une grosse pression familiale, culturelle, traditionnelle. Il faut que les petites filles ne se fassent plus exciser. »

Un numéro unique a été ouvert aux patientes, pour les orienter vers l'équipe. Celui-ci peut aussi être utilisé par les professionnels de santé, de ville ou hospitaliers, pour y recevoir des informations. « Mais il faut que le pas vers nous vienne de la patiente. Ce n'est pas au médecin ou au professionnel de décider si la patiente doit se faire réparer », insiste le Dr Muszynski.

On le voit, la prise en charge est globale et la réparation, pas forcément systématique. Si elle a lieu, elle n'est d'ail-



Le Dr Hélène Muszynski, la sage-femme Prudence Notue Mambo et la psychologue Sonia Radovic forment l'équipe de prise en charge des femmes victimes de mutilations sexuelles à l'hôpital d'Évreux. Florent Lemaire

leurs pas seulement chirurgicale, mais peut-être également psychologique ou sexologique. « Chaque patiente a sa demande, il est important de l'étudier à trois », insiste Sonia Radovic. « On nous consulte pour des problèmes de douleurs, des problèmes sexuels ou des problèmes d'identité féminine. Se lancer seul en tant que chirurgien n'a pas de sens », abonde Hélène Muszynski, qui voit déjà plus loin : « J'aimerais que ça avance plus, que l'équipe se développe à Vernon, qu'on monte un groupe de parole et je rêverais qu'on ait une antenne du Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles ».

Florent Lemaire

■ Pour prendre rendez-vous, tél. 02 32 38 93 52, courriel : reparonslexcision27@ch-eure-seine.fr

Des pratiques punies par la loi

Les mutilations sexuelles féminines sont un crime puni par la loi, rappellent les pouvoirs publics. « En France, la loi protège tous les enfants qui vivent sur son territoire, quelle que soit leur nationalité. » La loi française s'applique également à l'acte commis à l'étranger si la victime est française ou si elle est étrangère et réside habituellement en France. Sur le plan pénal, les violences ayant entraîné

une mutilation ou une infirmité permanente sont punies par 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende (article 222-9). La peine encourue monte à 20 ans de réclusion criminelle si l'acte est commis sur une mineure de moins de 15 ans par un ascendant. Une action en justice peut être engagée 20 ans après la majorité de la victime, c'est-à-dire jusqu'à ses 38 ans.

THÉÂTRE
SAM 24 FÉV • 15H
LE THÉÂTRE LEGENDRE
ÉVREUX

LE TANGRAM

ELISE
TRILOGIE
SEULE EN SCÈNE
ELISE NOIRAUD • COMPAGNIE 28

letangram.com • 02 32 29 63 32